

**M. McDermid:** Vous prenez des raccourcis, Sheila.

**Mme Copps:** Ensuite, la ministre d'État aux Finances, (M<sup>me</sup> McDougall) a pris la parole. Mais au lieu de parler d'universalité, elle nous a entretenus du déficit. Elle nous a parlé de ses responsabilités en matière fiscale. Elle n'a pas parlé aux Canadiens . . .

**M. McDermid:** Dites donc la vérité!

**Mme Copps:** . . . ni aux personnes âgées, ni aux jeunes, hommes et femmes, qui veulent savoir si l'universalité a toujours la faveur du gouvernement. Quand un ministériel prend la parole pour parler d'universalité, il nous dit que la chose essentielle c'est le déficit. Et bien, monsieur le Président, à mes yeux et à ceux de mes collègues, le déficit est l'obsession du gouvernement. En fait, ce dernier n'a nullement l'intention de respecter ce que le premier ministre (M. Mulroney) a pourtant qualifié de sacro-saint. Pendant la campagne, ce dernier a dit que l'universalité était un principe sacré et qu'il n'y toucherait pas. Le premier ministre et la politique gouvernementale ont été démasqués. Nous voyons maintenant que l'empereur n'a pas de vêtements.

● (1540)

Dans le document de travail présenté par le gouvernement, on se demande si les paiements de transfert fédéraux, tels que la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti et les dépenses fiscales devraient rester ce qu'ils sont, ou s'il faut les repenser par souci d'équité et pour réduire le fardeau du gouvernement fédéral. Monsieur le Président, ce n'est pas l'opposition qui a dit cela. Ce n'est pas un document de travail rédigé par le gouvernement libéral précédent. C'est un document présenté par le ministre des Finances de l'actuel gouvernement pour tenter de gruger petit à petit les programmes sociaux universels que nous, les libéraux, avons instaurés, et pour lesquels nous allons lutter jusqu'à la fin de nos jours.

Quand le premier ministre prend la parole à la Chambre des communes ou encore devant ses électeurs de Baie-Comeau, il ne tient peut-être pas le même langage qu'au *Financial Post*. Pourtant, le 24 mars 1984, il a déclaré au journal qu'il remettrait volontiers en cause le principe de l'universalité.

Aujourd'hui, tous les députés ont l'occasion d'annoncer leur couleur. Les ministériels ont déjà eu l'occasion d'expliquer aux Canadiens quelles compressions ils entendent faire. Nous assistons plutôt à un regain d'imposture, de mystification et de mauvaise foi.

**Des voix:** C'est honteux!

**Mme Copps:** Pendant la période des questions, le premier ministre nous rappelle les avantages que touchent les présidents de banques et ceux qui gagnent des millions de dollars. Je vous rappelle, monsieur le Président, à vous et aux contribuables canadiens, que les réductions éventuelles des programmes universels ne s'appliqueront pas aux revenus des présidents de banques. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp), interviewé par un journaliste la semaine dernière, a cité le chiffre de \$26,000 comme un plafond éventuel.

### *Pouvoir d'emprunt*

Je tiens à dire au ministre et au gouvernement qu'un revenu familial de \$26,000 au Canada à l'heure actuelle est bien en-dessous de la moyenne nationale. C'est un revenu moins que moyen pour une famille. S'il pense que les députés de notre parti vont attendre tranquillement pendant que le gouvernement piétine et détruit les programmes sociaux que nous avons mis notre vie à mettre sur pied, il faudra qu'il y réfléchisse à deux fois. Nous sommes prêts à contester le chiffre de \$26,000, et même le chiffre de \$34,000. Nous sommes prêts à contester un gouvernement qui a été élu par une majorité écrasante de Canadiens tout simplement pour mettre en œuvre un programme secret qu'il a refusé de divulguer aux Canadiens avant le 4 septembre.

Il devient de plus en plus évident à mes yeux, monsieur le Président, que la question de confiance qui n'a jamais vraiment disparu de l'esprit des Canadiens, est un problème auquel vont réfléchir bon nombre de personnes du troisième âge en cette époque de Noël. La plupart d'entre eux ont voté pour le gouvernement et le premier ministre actuels parce qu'ils ont déclaré que l'universalité était un principe sacré auquel ils ne toucheraient pas. Nous avons vu quelle confiance on peut faire au gouvernement. Nous avons vu le premier ministre contredire son ministre des Finances. Nous avons vu le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social contredire ensuite le ministre des Finances ainsi que le premier ministre. La ministre d'État chargée des Finances n'ose même pas aborder le problème de l'universalité parce qu'elle sait que si le parti conservateur laisse paraître ses sentiments réels sur ce problème, il signera sa condamnation pour les prochaines élections.

Le chef de mon parti a parlé du fardeau que doit assumer le caucus conservateur d'un parti qui n'a jamais cru en l'universalité ni les allocations familiales. Il n'a même jamais cru aux abris destinés aux femmes battues. La majorité des Progressistes conservateurs, lors de leur dernier congrès, se sont prononcés contre l'augmentation des crédits alloués aux abris réservés aux femmes battues. Voilà ce que le gouvernement doit accepter. C'est un legs dont les députés ministériels voudraient se débarrasser, je crois. Cependant, comme le gouvernement et le premier ministre ont été élus sous les auspices de Bay Street, il est désormais évident qu'ils vont sortir leur programme secret.

[Français]

Et, monsieur le Président, j'aimerais vous dire que votre ordre du jour secret a déjà commencé aujourd'hui avec la nomination d'une centaine de progressistes conservateurs à des conseils et à d'autres choses. Cela vient d'un premier ministre qui a promis à tous les Canadiens qu'il ne ferait jamais une telle chose.

[Traduction]

Une fois de plus, monsieur le Président, nous avons un autre exemple d'une promesse non tenue, d'un empereur nu et démasqué et d'un gouvernement qui a perdu tout sens de responsabilité tant sur le plan moral que social. Monsieur le Président, nous les combattons jusqu'au bout.